

**Séance ordinaire du  
jeudi 27 septembre 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Audrey LLEDO.

**Coopération Ville de Montpellier - Nîmes Métropole - Adhésion à la centrale  
d'achats de la Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole - Approbation -  
Autorisation de signature**

La Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole a créé en septembre 2017 une centrale d'achat afin de répondre à ses besoins, ceux de ses communes membres et d'autres pouvoirs adjudicateurs partenaires. Elle permet à tous ses adhérents de bénéficier des accords-cadres qu'elle a passés, en contractant directement avec le titulaire par un marché subséquent.

Cette démarche permet d'accélérer les délais d'achats de fournitures :

- procédures de mise en concurrence déjà réalisées par la centrale d'achats
- lien direct avec le fournisseur via le marché subséquent sans recours à une structure intermédiaire.

Les catalogues et prix proposés répondent particulièrement aux attentes des services de notre Ville en matière d'acquisitions de logiciels informatiques.

Les conditions générales de la centrale d'achats dénommée « Mercatura » précisent les missions relevant de cette structure :

- définition du besoin (après recensement des besoins des membres) ;
- rédaction des pièces du dossier de consultation (DCE) ;
- envoi des AAPC (avis de marché, avis d'attribution...) et mise à disposition du DCE ;
- analyse des candidatures et des offres, négociation éventuelle et choix du titulaire ;

- agrément des sous-traitants présentés préalablement à la notification au titulaire de l'accord-cadre et acceptation de leurs conditions de paiement ;
- mise au point éventuelle de l'accord-cadre ;
- attribution de l'accord-cadre ;
- signature et notification de l'accord-cadre ;
- transmission éventuelle des pièces de l'accord-cadre au contrôle de légalité ;
- traitement des contentieux intentés contre la procédure de passation de l'accord-cadre notamment les référés précontractuels, les référés contractuels, les recours en contestation de la validité du contrat, les recours à fin indemnitaire dès lors qu'ils résultent d'un ou plusieurs motifs liés à la passation de l'accord-cadre, les référés de l'article L. 521-1 du Code de justice administrative dès lors qu'ils résultent d'un ou plusieurs motifs liés à la passation de l'accord-cadre, les recours prévus à l'article L 2131-6 du CGCT.
- reconduction ou non des accords-cadres en cours d'exécution,
- rédaction, signature et notification des avenants et autres modifications contractuelles
- résiliation des accords-cadres en cours d'exécution.

L'exécution technique, financière et administrative des accords-cadres ainsi conclus relève de chacun des membres en fonction de leurs besoins :

- émission des bons de commande relatifs à leurs propres besoins ;
- dans le respect des dispositions des accords-cadres passés par la centrale, passation, attribution, signature et notification des marchés subséquents ;
- contrôle de la bonne exécution des prestations objets des bons de commande émis ou des marchés subséquents attribués (application des pénalités, décisions d'admission/réception etc.) ;
- application des formules de révision ou d'actualisation des prix prévues par l'accord-cadre et règlement, directement auprès des titulaires, des acomptes, factures et demandes de paiement concernant les bons de commande émis ou les marchés subséquents attribués ;
- délivrance, sur demande, des avances, certificats de cessibilité ou des exemplaires uniques pour les bons de commande émis ou les marchés subséquents attribués ;
- gestion des demandes de sous-traitance relatives aux marchés subséquents attribués (les autres agréments de sous-traitances étant gérés par la centrale) ;
- gestion des contentieux se rapportant à l'exécution des accords-cadres et à la passation ou à l'exécution d'un marché subséquent passé pour leur propre compte.

Le Président de Nîmes Métropole représente cette centrale et les accords-cadres établis par cette structure sont attribués soit par le Président de Nîmes Métropole, soit par sa Commission d'appels d'offres en fonction des montants.

L'utilisation d'un accord-cadre établi par « Mercatura », représente pour la Ville, en application des conditions générales en vigueur, un coût forfaitaire unitaire de 2000€.

L'adhésion à cette plateforme, formalisée par la signature du document mentionné ci-dessus s'inscrit dans la continuité de l'accord-cadre de partenariat conclu le 9 décembre 2016 au château de Castries entre Alès Agglomération, Montpellier Méditerranée Métropole, Nîmes Métropole et la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau désormais Sète Agglopol Méditerranée.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier à la centrale d'achats de la Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole dénommée « Mercatura »
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conditions générales de recours à cette centrale d'achats et l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 3 octobre 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Conditions générales

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20180927-58584A-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 08/10/18  
Réception en Préfecture : 08/10/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.